

# Abondances et pénuries

*Julien Coleou*

---

*Excédents en Occident, déficits dans le Tiers-Monde ; à l'échelle de la planète, la production laitière apparaît particulièrement déséquilibrée. De cette dissymétrie naissent de considérables problèmes économiques et humains. L'exportation de savoir-faire permettrait sans doute d'aider les pays pauvres qui le souhaitent à augmenter et améliorer leur cheptel laitier.*

Le lait et les produits issus de sa transformation ont marqué l'histoire de nombreuses régions de notre pays, comme celle de beaucoup de pays d'Europe occidentale : parmi ces produits, la famille extrêmement riche des fromages (la France aux quatre cents fromages) a contribué à façonner l'image de beaucoup de nos terroirs, berceaux d'origine d'un très grand nombre d'appellations.

Mais ni la France ni la somme des pays qui allaient créer la Communauté économique européenne à partir de la signature du traité de Rome en mars 1957 n'avaient joué un rôle de premier plan sur le marché international des produits laitiers durant la période allant de 1850 à 1950. Même, il y a seulement vingt ans, deux pays de l'hémisphère Sud, minuscules par leur population (moins de vingt millions d'habitants), la Nouvelle-Zélande et l'Australie, présentaient encore un solde net de leurs échanges internationaux de produits laitiers supérieur à celui du continent européen.

Comment expliquer alors les concepts de « fleuve blanc », « montagnes de beurre », utilisés dans les deux dernières décennies par

les médias pour caractériser une situation d'abondance incontrôlée de la production laitière dans les pays de la Communauté ?

<sup>2</sup>En ce qui concerne la France, dès 1962, je prévoyais pour ma part que, à très court terme, notre pays allait voir se former des excédents dits structurels, c'est-à-dire à marché aléatoire. En effet, pour 1965, je schématisais comme suit la situation laitière française prévisionnelle, en la rapportant à chaque habitant :

- 650 litres produits annuellement ;
- 100 litres consommés par les animaux (veaux) ;
- 400 litres consommés en alimentation humaine sur le marché intérieur ;
- 50 litres exportables sur des marchés extérieurs solvables ;
- 100 litres excédentaires, exportables potentiellement, mais en recourant à des aides.

Cette situation est devenue contagieuse au sein de l'Europe des Six, puis des Neuf, des Dix, des Douze. Au 1<sup>er</sup> janvier 1987, celle-ci avait à gérer des stocks publics qui représentaient, en pourcentage de la production annuelle 1986, 60 % du beurre et 36 % du lait écrémé en poudre.

Pourtant, six ans plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, les stocks correspondants étaient dégonflés, se limitant, en pourcentage de la production annuelle, à 11 % du beurre et 4 % du lait écrémé.

### *Quotas de production*

---

L'évolution récente observée sur l'état des stocks a deux sources. Elle est le fruit, d'une part, d'un pilotage industriel qui a réduit, en six ans, la production de beurre de 27 %, celle de lait écrémé de 46 %, pour s'adapter à l'évolution du marché ; d'autre part, d'une mesure de politique agricole communautaire qui a instauré un système de quotas laitiers ou de droits à produire, en plafonnant la production européenne autour de 100 millions de tonnes à partir de 1984.

Cette mesure a été respectée. Au cours des neuf campagnes suivant sa mise en œuvre, la collecte du lait s'est effectivement stabilisée annuellement autour de 100,6 millions de tonnes pour les quotas gérés par les laiteries, et 3,4 millions pour les quotas de vente directe.

Durant le quart de siècle précédant cette disposition, la production laitière avait connu une croissance linéaire au sein de la Communauté, du fait, d'abord, du maintien d'un effectif de vaches laitières autour de 25 millions de têtes, dont 7,5 en France (sur une période plus longue, ayant débuté en 1950, les USA, qui avaient le même effectif que la Communauté à cette date, ont « dégraissé » régulièrement leur cheptel laitier pour l'amener à 10 millions en 1990), du fait ensuite de l'augmentation régulière de la productivité par vache, induite par les progrès agronomiques, zootechniques et vétérinaires (amélioration génétique, progrès nutritionnels, amélioration de la biomasse alimentaire, maîtrise de la reproduction, protection de l'état de santé). Au fur et à mesure que se formaient des stocks, la tirelire communautaire, le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) a dû consacrer des sommes importantes pour gérer ces excédents et aider leur exportation sur le marché mondial. En effet, 25 % des fonds affectés à la garantie de produits alimentaires ont servi à soutenir le secteur laitier au moment de l'instauration des quotas et 18,9 % au cours des neuf campagnes suivantes. Même si un recul à 12,4 % a été finalement obtenu, c'est en moyenne 4,7 milliards d'écus par an (soit près de 33 milliards de francs français) que la tirelire a dû néanmoins déboursier pour ce soutien.

### *Contraste ou déséquilibre ?*

---

Dans le monde, le contraste entre le Nord, ensemble des pays développés, et le Sud, ensemble des pays en développement, est bien illustré par la situation des ressources en 1991, en kilo de lait par habitant et par an : 294 kg, dont 289 kg de lait de vache, au nord, contre 38 kg, dont 25 kg de lait de vache, au sud. Ce, autour d'une moyenne mondiale de 98 kg, dont 86 kg de lait de vache.

Au nord, concernant le lait de vache (qui fournit 88 % du total), 23 % de la population mondiale détiennent 78 % de la ressource. La disparité est légèrement atténuée pour le lait total du fait que le Nord ne produit que 10 % du lait mondial des autres espèces de mammifères soumises régulièrement à la traite (bufflonne, brebis, chèvre).

La disparité entre Nord et Sud se retrouve au sein de la Communauté européenne, où les huit pays du nord de l'Europe assurent 84 % de la collecte de 1992, contre 16 % pour les quatre pays du sud. De ce fait, l'écart entre le plus gros producteur par habitant en 1991, l'Irlande avec 1 663 kg, et le plus faible, la Grèce avec 69 kg, est considérable.

A l'échelle mondiale, les contrastes restent cependant plus importants pour la production de lait de vache par habitant en 1991. Contrastes entre pays : 2 330 kg en Nouvelle-Zélande contre 4 kg en Chine ; mais aussi entre continents : 540 kg en Océanie, contre 23 en Afrique, 17 en Asie.

Les chiffres précédents parlent d'eux-mêmes : il y a des zones d'abondance qui ne peuvent tout consommer et des zones de pénurie qui ne peuvent accéder à la consommation, à la fois par manque de disponibilités en lait et par manque de ressources pour s'en procurer sur le marché.

La confrontation entre offre réelle et demande potentielle éclaire également la réflexion. En effet, l'offre mondiale de lait est désormais inférieure à 100 kg par habitant, et elle recule régulièrement depuis plusieurs décennies ; le niveau potentiel de la demande pourrait se situer entre 200 et 500 kg par habitant, si l'on prend comme référence la fourchette des pays européens, la France se trouvant à 420 kg.

Et il est relativement inquiétant de voir que, parmi les productions contribuant à l'approvisionnement de l'homme en protéines animales, le lait, qui suivait au plan mondial la courbe relative de production de céréales, de 1971 à 1983, a vu sa position décrocher depuis lors et se situer, en 1991, en dernière place de croissance (114 par rapport à l'indice 100 de 1971, pris pour origine) derrière les viandes d'herbivores (indice 121) ; les céréales (indice 141) ; les œufs (indice 160) ; les viandes de porc et volailles (indice 191).

Au plan du marché international, cette évolution (importante depuis 1960), montre que les produits laitiers conservent une bonne position entre la viande de porc et la viande de bovins, et la première place en valeur absolue.

Certes, l'extrapolation de nos comportements alimentaires au

reste de la planète est abusive : la faiblesse des ressources en lait n' a pas empêché les Africains ni les Chinois d' exercer, avec efficacité, une fonction biologique majeure des êtres vivants : la reproduction.

L' apport de protéines de qualité dans le régime alimentaire de l' homme peut se faire par d' autres voies que celle du lait et des produits laitiers, même si ceux-ci sont, avec les œufs, les vecteurs de protéines présentant les plus hautes valeurs biologiques. Mais les animaux autres que les femelles laitières sont, de façon générale, de moins bons transformateurs de la biomasse alimentaire et, en outre, des concurrents directs de l' homme en raison de leurs exigences nutritionnelles qui imposent la présence, dans leurs régimes, de grains ou de dérivés des grains (issues, tourteaux...). Les femelles des ruminants, équipées d' un biofermenteur génial, le rumen, peuvent transformer en lait et en viande, des fourrages fibreux et des coproduits des agro-industries.

La protéine n' est cependant qu' une des composantes du lait : le niveau d' apports des minéraux majeurs, calcium et phosphore, les teneurs en vitamine A et en carotène font du lait un aliment inégalable de protection de la santé et de garantie de la croissance.

### *Les contraintes du développement*

---

Les pays qui manquent de ressources en lait et de moyens financiers pour importer les quantités souhaitées par le marché intérieur ne peuvent logiquement développer qu' une seule stratégie : accroître et améliorer l' efficacité de leur appareil de production zootechnique.

Mais les programmes de développement, imaginés ou mis en place, se heurtent à cinq grandes familles de difficultés.

*Premièrement, l' insuffisance de cheptel.* Si l' on prend en compte, à titre d' illustration, la situation de quelques pays africains (Algérie, Côte-d' Ivoire, Tunisie) qui importent aujourd' hui entre 45 % (Tunisie), 66 % (Algérie) et 95 % (Côte-d' Ivoire) de leur demande interne en produits laitiers, le premier facteur limi-

tant est la rareté du cheptel bovin (3,3 vaches reproductrices pour 100 habitants en Algérie ou en Côte-d'Ivoire, 4,6 en Tunisie, contre 10 dans l'Europe des Douze, 18 en France, 20 aux USA, 100 en Nouvelle-Zélande). Dans cette espèce, l'absence de patrimoine ne peut se rattraper rapidement, vu les rythmes lents et les taux faibles de production des bovins.

*Deuxièmement, une productivité insuffisante par tête*, qui pourrait théoriquement s'accroître assez vite par la mise en œuvre des méthodes modernes d'amélioration génétique, mais se trouve, en fait, très freinée par un ensemble de facteurs.

*Troisièmement, l'insuffisance de ressources en biomasse primaire et facteurs alimentaires* ; il est inutile, voire dangereux, de fabriquer des « machines animales » plus perfectionnées si le pays ne peut pas mobiliser ou produire en parallèle des aliments pour les faire fonctionner. Cela reviendrait à faire tracter des « formule 1 » par des bœufs. Or, alors qu'un pays comme la France dispose de 1 500 UF (Unité fourragère équivalent à 1 kg d'orge) pour fabriquer la ration annuelle en protéines animales d'un habitant, on n'en trouve que 250 à 300 dans les pays d'Afrique du Nord, ce bilan fourrager étant, en outre, dominé par des ressources aléatoires (85 % à 90 % fournis par les parcours, les chaumes ou la paille). Facteur aggravant, les ressources nationales en céréales sont notoirement insuffisantes pour permettre leur utilisation libérale en alimentation animale : l'Algérie couvre les deux tiers de ses besoins en céréales par recours à l'importation. Il est normal que, pour l'emploi de celles-ci, priorité soit donnée à la consommation humaine directe ou à l'utilisation par les volailles, espèces pour lesquelles elles sont directement nécessaires, si l'on a décidé d'en élever.

*Quatrièmement, la rareté ou l'inexistence de matières riches en protéines*. Dans les systèmes de production animale du Nord, les tourteaux, coproduits de l'huile à partir des graines oléagineuses, occupent désormais une place importante en tant qu'intrants ou facteurs de développement : en France, de 1950 à 1990, la consommation annuelle, rapportée à un habitant, est passée de 8 à 100 kg. Ce dernier chiffre correspond aussi à la moyenne communautaire. Aux USA, le niveau est de 80 kg. L'Europe est une zone de forte importation en provenance des USA, qui détiennent 50 % de la ressource mondiale, ou du Brésil et de l'Argentine, les trois

pays réunis totalisant une ressource correspondant aux deux tiers des disponibilités mondiales. Les pays du Sud, totalement dépourvus pour certains, pourraient aussi en importer. Mais la ressource mondiale totale ne dépasse pas actuellement 25 kg par habitant et son utilisation imposerait des règlements en devises pour l'utilisation desquelles d'autres priorités existent.

*Enfin, cinquièmement, des contraintes climatiques et sanitaires qui peuvent être sévères.* Les pays du Nord ont des espaces plus ou moins étendus en climat tempéré. Le facteur climatique introduit directement, sur l'animal, et indirectement, sur le circuit du produit lait, des handicaps majeurs. Viennent s'y ajouter, dans certains pays, des facteurs supplémentaires d'ordre sanitaire. Une grande partie de l'Afrique subsaharienne est exposée aux effets de transmission par des mouches de la trypanosomose. Celle-ci interdit l'introduction en race pure de bétail sélectionné provenant des pays tempérés. En revanche, il existe dans ces zones des races locales de bétail trypano-tolérant, qu'il est absolument stratégique de protéger à l'état pur. C'est le cas, par exemple, de la race *N'Dama* ou de la race *Baoulé* en Afrique de l'Ouest ; il est possible d'envisager des stratégies génétiques, basées sur des croisements avec des races améliorées, à la condition de préserver au moins 50 % de sang indigène.

### *Des stratégies innovantes*

---

Il existe des solutions appropriées pour développer la production laitière comme les autres productions animales, dans les pays du Sud. Mais il faut, pour cela, mettre en œuvre des stratégies innovantes, basées non exclusivement, ni de façon dominante, sur le transfert de techniques ou de technologies à partir du Nord.

Un partenariat intelligent entre le Nord et le Sud impliquerait la mise en œuvre de politiques de coopération spécifiques. Ces politiques devraient s'assigner des objectifs précis, comme les innovations prioritaires dans les domaines de la maîtrise de la biomasse par la réalisation d'une révolution fourragère inédite, appropriée aux zones arides et semi-arides, basée sur la culture d'arbres fourragers. Les stratégies génétiques sont aussi un objectif de coopération ainsi que le transfert d'équipements du Nord vers le Sud pour

maîtriser le circuit du produit : en 1991 par exemple nous avons étudié, sur place, avec des responsables de coopératives laitières bretonnes, la possibilité de mettre à disposition de pays comme la Côte-d'Ivoire ou le Mali des équipements de stockage et réfrigération du lait prévus pour une ferme laitière bretonne et inadaptés actuellement car trop petits, mais appropriés pour le décollage d'un circuit du lait africain à l'échelle d'un village.

Ces politiques spécifiques de coopération devraient également veiller à une plus stricte réciprocité dans le transfert de produits du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord. Beaucoup de pays seront en effet encore condamnés à nous acheter du lait et des produits laitiers, même si on les aide à développer leur propre production.

Mais ils ne pourront le faire que si nous procédons, dans le même temps, à une remontée de produits vers l'Europe, par un jeu de balance en termes d'échanges. Il y a des produits à développer au Sud, pour lesquels l'Europe peut se porter acheteur, car, malgré ses excédents, l'Europe des Douze reste la zone du monde la plus grosse importatrice de produits alimentaires.

L'EUROPE, qui met beaucoup de temps à s'unir et à être une zone cohérente dans ses choix et ses stratégies, est et va devenir une « PETITE ZONE DU MONDE », au moins par sa population. Celle-ci devrait s'élever à 355 millions d'habitants en 1990, 410 en 2100 pour l'Europe des Douze, si elle reste dans sa configuration actuelle ; à 380 et 450, si elle englobe les autres pays d'Europe de l'Ouest ; à 500 et 620, si elle s'étendait jusqu'aux frontières occidentales de l'ex-URSS.

En face, nous pourrions avoir, en 2100, d'après les prévisions démographiques de l'ONU, 450 millions d'habitants (contre 113 en 1990) dans la petite bande Maghreb-Egypte ; 1 330 millions (contre 270 en 1990), si l'on ajoute à cette bande les pays du Proche et du Moyen-Orient ; 4 060 millions (contre 550 millions en 1990) pour l'Afrique subsaharienne.

Un petit demi-milliard d'Européens, face à plus de 5 milliards (soit la population actuelle du globe) qui les regarderaient en 2100 ? Cela risquerait d'être totalement insupportable, en particulier si les situations alimentaires, déjà très défavorisées par rapport à notre zone, continuent de se dégrader ailleurs. Cette perspective paraît aujourd'hui quasi inéluctable, puisque les disponibilités en protéi-

nes animales se situent, en grammes par habitant et par jour, à 73 g en France, 61 g dans l'Europe des Douze, 58 g pour l'ensemble de l'Europe, 25 g pour la moyenne mondiale et seulement 12,5 g pour l'Afrique !

La tension, déjà forte entre ces deux zones pour le contrôle des phénomènes migratoires, ne pourra que s'amplifier si nous ne cherchons et ne trouvons pas rapidement des solutions efficaces pour aider le Sud à se développer.

### *Un grand défi*

---

Les pays du Nord, sécurisés dans leurs systèmes alimentaires par les performances de leurs agriculteurs et de leurs éleveurs qui s'appuient sur les technologies développées par les Ingénieurs et Chercheurs du Vivant, ont tendance à limiter, pour excès de réussite, l'accès aux formations des filières agro-alimentaires.

Or, une énorme mission attend, au sud, les spécialistes des domaines touchant au sol, aux plantes, aux animaux, aux technologies de transformation, au management des systèmes et des filières de produits.

C'est un très grand défi à relever pour les zootechniciens et les autres acteurs du développement à l'aube du prochain millénaire. Et il est urgent d'y penser.

Mais ce n'est pas une utopie. En Europe, plusieurs régions pauvres, ou réputées telles, ont su développer en quelques décennies des stratégies conquérantes. La Bretagne, par exemple, désignée par Arthur Young, à la veille de la Révolution française, « comme une province misérable », encore très peu développée avant 1940, a su donner une impulsion considérable à sa production et à l'organisation de ses filières animales, dont la filière laitière pour laquelle elle se place, depuis plus de dix ans, en tête des régions françaises. J'ai présenté à plusieurs reprises, ces dernières années, cette évolution vécue aux villageois du sud du Mali ou du nord de la Côte-d'Ivoire, en soulignant que chez eux il tombait à peu près la même quantité d'eau qu'au Centre-Bretagne (1 200 mm/an), sans doute plus mal répartie sur le calendrier, mais que l'on pouvait gérer par des travaux de petite hydraulique, et qu'en outre ils avaient un

atout supplémentaire négociable pour le développement : au moins 10 °C de température supplémentaire à longueur d'année.

Nous sommes condamnés collectivement à imaginer et aussi à agir, au lieu de désespérer de l'Afrique et d'autres zones qui ont présenté peu de dynamisme au cours des dernières décennies.

Mon équipe et moi-même avons apporté, au cours des dernières décennies, trois cents « années d'ingénieurs-zootekiciens » aux pays du Sud. Et nous n'avons pas l'intention de désarmer...

---

*Julien Coleou*